



## CONFÉRENCE D'EXAMEN DU TNP

### 5 pays nucléaires contre le TIAN

**L**es 5 États nucléaires<sup>1</sup> membres du Traité de non-prolifération (TNP) sont en guerre contre le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ils ont publié un texte le 22 octobre 2018 à l'ONU<sup>2</sup> pour marquer leur opposition. Leur objectif : éviter que le TIAN devienne une nouvelle norme internationale qui les mettrait en situation de délinquants internationaux !

Dans un premier temps, pour se justifier, ils écrivent : « nous soutenons l'objectif ultime d'un monde sans armes nucléaires », mais en précisant bien que l'objectif est « ultime », donc rien ne presse pour eux. Alors que 50 ans auparavant le TNP, à leur initiative, les engageait à éliminer leurs armes nucléaires « à une date rapprochée » (article VI). Un engagement repris dans la déclaration finale de la conférence du TNP de 2010 accompagné de différentes mesures concrètes<sup>3</sup>...

« Le TIAN risque de remettre en cause le TNP » affirment-ils, « car il crée des divisions au sein de la machinerie internationale ». Il s'agit effectivement de divisions entre les pays sans armes nucléaires qui veulent une élimination et les pays nucléaires qui veulent garder leurs armes. Une division qui ne va pas dans leur sens puisqu'elle remet en cause l'inégalité inscrite dans le TNP de deux types d'États, ceux « qui ont droit » et ceux « qui n'ont pas droit ».

Et en terminant cette déclaration par un engagement ferme : « nous n'accepterons pas (que le TIAN crée) un droit coutumier international ». Au moins les choses sont claires. Si le TIAN entre en vigueur, la bande des 5 annonce qu'elle ne respectera pas la loi internationale, pas plus qu'elle a mis en œuvre les principales mesures adoptées en 2010 dans le cadre du TNP ! Pour des pays qui se veulent garants de la loi internationale en étant membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, cette déclaration devrait impliquer leur démission.

Le TIAN est vraiment une étape indispensable — et complémentaire du TNP — pour imposer l'urgence du désarmement nucléaire, les pays nucléaires en apportent la preuve par leur refus d'y participer.

Dominique Lalanne

## NPT REVIEW CONFERENCE

### 5 nuclear countries against the TPNW

**T**he 5 nuclear powers<sup>1</sup> members of the Non-Proliferation Treaty (NPT) are at war with the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (TPNW). They published a text on October 22, 2018 at the UN<sup>2</sup> to mark their opposition. Their goal: to prevent the TPNW from becoming a new international standard that would put them in the position of international delinquents!

In the first instance, by way of self-justification, they write: "we support the ultimate goal of a world without nuclear weapons", but making it clear that the goal is "ultimate", so nothing is pressing for them. Whereas 50 years earlier the NPT, on their own initiative, urged them to eliminate their nuclear weapons "at an early date" (Article VI). A commitment included in the final declaration of the 2010 NPT conference accompanied by various concrete measures<sup>3</sup>...

"The TPNW risks undermining the NPT", they say, "because it creates divisions across the international machinery". The divisions referred to are those between the nuclear-free countries that want abolition and the nuclear countries that want to keep their weapons. A division that does not go in their direction since it calls into question the inequality written into the NPT between two types of States, those "who are entitled" and those "who are not entitled".

And ending this statement with a firm commitment: "we do not accept any claim that it (the TPNW) contributes to the development of customary international law. At least things are clear. If the TPNW comes into effect, the gang of 5 announces that it will not respect international law, any more than it has seen fit to implement the main measures adopted in 2010 under the NPT! For countries that claim to be guarantors of international law by being permanent members of the UN Security Council, this statement should lead to their resignation.

The TPNW is really an indispensable step —one complementary to the NPT— in imposing the urgency of nuclear disarmament, the nuclear-armed states' refusal to participate is conclusive evidence of this.

Dominique Lalanne

1. États-Unis, Russie, France, Chine et Royaume-Uni / United States, Russia, China, France, and the United Kingdom.

2. [https://cd-geneve.delegfrance.org/IMG/pdf/p5\\_declaration\\_tian\\_fr-eng-2.pdf?1962/c4d2eee4243c296042459a810924bdbd803ced6b](https://cd-geneve.delegfrance.org/IMG/pdf/p5_declaration_tian_fr-eng-2.pdf?1962/c4d2eee4243c296042459a810924bdbd803ced6b).

3. [https://www.francetnp.gouv.fr/IMG/pdf/Revcon\\_TNP\\_2010\\_document\\_final\\_FR-2.pdf](https://www.francetnp.gouv.fr/IMG/pdf/Revcon_TNP_2010_document_final_FR-2.pdf)

**Accelerate the ratification of the TPNW and relaunch real nuclear disarmament**

**F**irstly, we urge all states to sign and ratify the TPNW. Indeed, we are eager to see the TPNW come into force, and then become a "customary treaty", why?

Because this treaty will play at least two essential roles:

1) it definitively creates a norm within international law prohibiting nuclear weapons entirely, just as biological and chemical weapons have been prohibited, thus stigmatizing such weapons forever along with all those who strive to keep them and to modernize them constantly (political and military leaders, research institutes, industries, banks, etc.);

2) Once these weapons are eliminated, the TPNW will have the crucial function of ensuring irreversibility.

Furthermore, we appeal to the nuclear-weapon States and their allies to start an effective disarmament process before it is too late! Why?

Because there is currently a more and more urgent risk of an outbreak of a regional and / or global nuclear war. Indeed, we were already, according to the Doomsday Clock scientists, at "two minutes to midnight", even before Donald Trump's series of catastrophic initiatives, including the US's exiting the Vienna agreement with Iran on its nuclear program, as well as the 1987 Intermediate-Range Nuclear Forces (INF) Treaty.

The real enemies of each state taken individually are not other states: the real enemies are identical for all states (Climate, environment, social injustice, epidemics, terrorism...) and the No. 1 common enemy is the risk of nuclear war breaking out somewhere in the world, bearing in mind also that "endowed countries" would be the preferred targets.

Here are two proposals:

- Renegotiate the INF Treaty, opening it up to other states than the US and Russia (China, European Union...);

- form a working group (WG9), consisting mainly of recognized experts from all 9 "endowed" countries, with a brief to define a realistic road map for multilateral nuclear disarmament, to be carried out before it is too late.

This initiative should be launched by the most "enlightened" state(s) among the nuclear states.

This would take us to a point where there will be no longer any obstacle preventing the "endowed" states from signing and ratifying the TPNW.

Luigi Mosca

**Accélérer les ratifications du TIAN et relancer un vrai désarmement nucléaire**

**N**ous adressons d'abord un appel pressant à tous les États à signer et ratifier le TIAN. En effet, nous sommes impatients de voir le TIAN entrer en vigueur, et devenir ensuite un « traité coutumier », pourquoi ?

Parce que ce traité va jouer au moins deux rôles essentiels :

1) il crée définitivement une norme de droit international qui prohibe entièrement les armes nucléaires tout comme l'ont été les armes biologiques et chimiques, les stigmatisant ainsi pour toujours et par là tous les acteurs qui s'acharnent à les garder et sans cesse les moderniser (responsables politiques et militaires, instituts de recherches, industries, banques...);

2) une fois ces armements éliminés, le TIAN aura la fonction cruciale d'en assurer l'irréversibilité.

D'autre part, nous adressons un appel aux États dotés d'armements nucléaires et à leurs alliés, afin qu'ils enclenchent un processus de désarmement effectif avant qu'il ne soit trop tard ! Pourquoi ?

Parce qu'il y a actuellement un risque de plus en plus réel d'éclatement d'une guerre nucléaire régionale et/ou mondiale. En effet, nous étions déjà, d'après les scientifiques de la Doomsday Clock, à « deux minutes de minuit », avant même toute la série d'initiatives catastrophiques de Donald Trump, dont la sortie des USA de l'accord de Vienne avec l'Iran sur son programme nucléaire, ainsi que du Traité FNI (Forces nucléaires à portée intermédiaire) de 1987.

Or, les vrais ennemis de chaque État, ne sont pas d'autres États : ils sont identiques à tous les États (climat, environnement, injustice sociale, épidémies, terrorisme...) et l'ennemi commun n° 1 est le risque qu'une guerre nucléaire éclate quelque part dans le monde, sachant en plus que les « pays dotés » en seraient les cibles privilégiées.

Voici alors deux propositions :

- renégocier le Traité FNI, en l'ouvrant également à d'autres États que les USA et la Russie (Chine, Union européenne...);

- former un groupe de travail (WG9), constitué surtout d'experts reconnus de tous les 9 pays « dotés », afin qu'il puisse définir une feuille de route réaliste pour un désarmement nucléaire multilatéral, à effectuer avant qu'il ne soit trop tard.

Cette initiative devrait être lancée par le(s) plus « éclairé(s) » parmi les États nucléaires.

À ce point il n'y aura plus aucun obstacle qui puisse empêcher les États « dotés » de signer et ratifier le TIAN.

Luigi Mosca

**A**bolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance (AAN) est la fusion de la Maison de Vigilance (1983) et Stop essais/Armes nucléaires STOP (1989). AAN est membre de Abolition 2000 et ICAN. C'est un collectif associatif de militants et d'une vingtaine d'associations françaises (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Pax Christi, Sortir du nucléaire, Mouvement pour une alternative non-violente...). Parmi ses activités, AAN organise chaque année un jeûne d'interpellation du 6 au 9 août pour commémorer Hiroshima et Nagasaki et exprimer un soutien aux victimes des essais nucléaires.

**A**bolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance (AAN) has merged 2 NGOs last year: La Maison de Vigilance (1983) and Stop essais/Armes nucléaires STOP (1989). AAN is a member of Abolition 2000 and ICAN. AAN attends NPT sessions and UN sessions for the Ban Treaty. It is a gathering of activists and more than 20 French NGOs (WILPF-France, Pax Christi, Sortir du nucléaire, Non-violent Movement...). Among other activities, AAN organises each year a Fast from 6 to 9 August, commemorating Hiroshima and Nagasaki and for support of victims of nuclear testing.



## TRAITÉ SUR L'INTERDICTION DES ARMES NUCLÉAIRES

# Pourquoi le gouvernement Suisse refuse de le signer

**A**lors que la Suisse a participé en 2017 aux négociations et adopté le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), le gouvernement se refuse à engager le processus de signature du traité, malgré le vote « pour » des deux chambres du Parlement. Analyse.

Le gouvernement fédéral s'appuie sur le rapport du groupe de travail interministériel mis en place en 2018\*. Celui-ci conclut que « l'objectif général du traité est en accord avec la politique étrangère suisse ». Mais « les raisons de ne pas adhérer au traité l'emportent sur les opportunités découlant d'une adhésion » ! Ce refus d'adhésion, d'une part, « remet fondamentalement en question la tradition humanitaire et l'indépendance de la Suisse » comme le souligne ICAN Suisse\*\*. D'autre part, il vient contrecarrer la démocratie et le respect de la souveraineté du peuple dans le domaine crucial de la sécurité. Il souligne l'opposition entre deux logiques antinomiques — sécurité des États ou sécurité des peuples ? — qui sont au cœur même du processus du TIAN.

### **Le TIAN fragiliserait le TNP**

C'est une critique forte des rapporteurs. En effet, le TNP reconnaît que les États qui ont effectué un essai nucléaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 1967 — c'est-à-dire les cinq membres permanents du Conseil de sécurité — possèdent des armes nucléaires à condition de négocier un désarmement « de bonne foi » et « à une date rapprochée ». Tandis que tous les autres États membres s'engagent à ne pas acquérir l'arme. Or, le TIAN vise à la « mise en œuvre intégrale et effective » du TNP, et donc en quelque sorte, à encadrer juridiquement l'application de l'article VI du TNP, tout en donnant également la possibilité aux quatre autres puissances nucléaires hors TNP de s'intégrer au processus de désarmement.

### **Le TIAN fissurerait la communauté internationale**

Pour les dirigeants suisses, le TIAN stigmatiserait les puissances nucléaires, ce qui remettrait en cause l'ordre nucléaire existant. Or, c'est bien justement ce statu quo inégalitaire qui est une des causes principales de la prolifération et du risque sécuritaire pouvant entraîner l'utilisation de cette arme que ce soit de manière volontaire ou par accident. La Suisse — État non doté —, dépositaire des Conventions de Genève et hôte de la Conférence du désarmement, du CICR et de plusieurs institutions de l'ONU, verrait avec

l'adhésion au TIAN sa tradition humanitaire et la sécurité de la population renforcées !

### **Le TIAN n'aurait qu'une valeur symbolique**

C'est un reproche non fondé car le TIAN demande à un pays signataire de refuser toute contribution ayant un rapport avec les armes nucléaires. Un exemple simple : les banques et fonds de pensions sont concernés s'ils contribuent par des prêts à des activités liées aux armes nucléaires. Plusieurs organismes financiers ont déjà arrêté leur investissement dans ce secteur. Ce qui constitue une pression non négligeable sur les entreprises produisant des armes nucléaires.

### **Le TIAN créerait des divergences entre pays « amis »**

C'est, à la lecture du rapport, une préoccupation pour la Suisse et la véritable raison pour ses dirigeants de ne pas signer le TIAN. En effet, les 13 pages du rapport semblent n'être là que pour masquer la crainte des représentants du gouvernement des pressions que pourraient exercer les puissances nucléaires « amies » à leur rencontre en terme de coopération militaire et de relations économiques... Les rapporteurs évoquent même qu'avec la signature du TIAN, « la Suisse serait juridiquement contrainte à ne pas adhérer à une alliance de défense fondée sur la dissuasion nucléaire ». En clair à ne pas pouvoir se mettre sous la protection de l'Otan et de son « parapluie nucléaire »... Ce qui est une remise en cause radicale du principe central de leur politique étrangère : la neutralité et l'indépendance !

### **Résultat : un imbroglio démocratique**

Pour atténuer leur refus de signer le TIAN, les rapporteurs proposent que la Suisse reste « active et engagée dans ce dossier. (...) Il serait logique que la Suisse participe en tant qu'observateur aux premières réunions des États parties. La Suisse pourrait par conséquent réexaminer sa position à l'égard du traité en vue de la première conférence d'examen, à savoir cinq ans après l'entrée en vigueur du traité. » Mais les deux chambres du Parlement ont voté en faveur de la signature du TIAN. Ce vote est contraignant. Donc la Suisse devra à terme rejoindre les autres États parties, même si actuellement le gouvernement ergote !

**Patrice Bouveret & Dominique Lalanne**

\* [https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fo/documents/aussenpolitik/sicherheitspolitik/2018-bericht-arbeitsgruppe-uno-TPNW\\_fr.pdf](https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fo/documents/aussenpolitik/sicherheitspolitik/2018-bericht-arbeitsgruppe-uno-TPNW_fr.pdf)

\*\* <https://www.icanswitzerland.ch/prise-de-position/>

## Quels enjeux ?

**La session de préparation de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération, qui se déroule du 29 avril au 10 mai 2019 à l'ONU à New York, risque d'être animée, pour ne pas dire très conflictuelle...**

Les pays non-nucléaires qui ont voté le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) vont faire valoir l'importance de mentionner ce nouvel élément du droit international qui devrait entrer en vigueur avant le Conférence quinquennale d'examen du TNP de 2020. Or, les pays dotés ont anticipé en déclarant dès octobre 2018 : « Nous ne soutiendrons pas, ne signerons pas et ne ratifierons pas ce traité. Le TIAN ne crée pas d'obligations pour nos pays et nous n'acceptons aucune allégation selon laquelle il contribuerait au développement du droit international coutumier. »\* D'où un conflit prévisible, d'autant plus important que le document final de la conférence du TNP doit être adopté au consensus.

Notre association sera présente à New York pour rencontrer des diplomates et expliquer que le désarmement nucléaire doit être une priorité pour laquelle les pays dotés doivent faire des propositions, la raison essentielle étant que le risque actuel d'une guerre nucléaire est équivalent à celui pendant la guerre froide, du fait de l'attitude du président Trump qui n'a de cesse de détricoter les accords existants de contrôle et de réduction des armements !

C'est pourquoi, dans le bulletin bilingue qui sera distribué aux diplomates — et joint à ce numéro — nous demandons tout particulièrement des engagements précis aux puissances nucléaires.

**Dominique Lalanne**

\* [https://cd-geneve.delegfrance.org/IMG/pdf/p5\\_declaration\\_tian\\_fr-eng-2.pdf?1962/c4d2eee4243c296042459a810924babb803ced6b](https://cd-geneve.delegfrance.org/IMG/pdf/p5_declaration_tian_fr-eng-2.pdf?1962/c4d2eee4243c296042459a810924babb803ced6b)

## Point sur le Traité d'interdiction des armes nucléaires

En date du 1<sup>er</sup> avril 2019, 70 pays ont signé le TIAN dont 22 qui l'ont déjà ratifié.

Pour rappel, le TIAN entrera en vigueur lorsque 50 États auront déposé auprès de l'ONU leur instrument de ratification.

Plusieurs importantes institutions financières — suite à la campagne *Don't Bank on the bomb* menée par Pax et ICAN — ont déjà fait savoir qu'elles annuleraient leur participation dans des entreprises ayant un lien avec les armes nucléaires. Parmi celles-ci : Fonds de pension AP4 & AP1 (Suède), ING bank (Pays-Bas), Resona Holdings (Japon), Banque KBC (Belgique), Deutsche Bank (Allemagne), etc.

<https://www.dontbankonthebomb.com/>

## POLYNÉSIE. UNE PAGE SE TOURNE...

### Décès de Roland Oldham

Roland Oldham — président de l'association *Moruroa e tatou* regroupant les anciens travailleurs polynésiens des sites d'essais nucléaires — nous a quitté le 16 mars dernier des suites d'un cancer, à l'âge de 68 ans.

Après le départ de John Doom en décembre 2016 et celui de Bruno Barillot en mars 2017, c'est une page qui se tourne au niveau du soutien aux victimes des essais nucléaires en Polynésie.

Roland Oldham voulait par dessus tout que son combat soit celui de tous les Polynésiens et qu'ils ne soient pas instrumentalisés par le politique. Pour lui, la justice reste aujourd'hui encore à gagner. Merci Roland.

**Patrice Bouveret**

## PARTICIPEZ AUX VIGIES...

### devant le ministère des Armées, Paris

Prochaine date : **vendredi 7 juin** :

- de 8h à 9h, rendez-vous sortie 2 du métro ligne 8 station Balard, angle bd Victor ;
- de 12 h à 13 h, rendez-vous à la station Balard du tram ;
- de 16 h à 17 h, sortie 2 du métro Balard.

Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont :

**marie-claude.thibaud@wanadoo.fr**  
ou 06 71 60 05 46

.....

### à Saint-Michel, Paris

Prochaines dates des vigies organisées place Saint-Michel devant la fontaine, de 16h30 à 18h00, les mercredi : **10 et 24 avril ; 8 et 22 mai et 5 et 19 juin.**

Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont :

**thierry.duvernoy1963@hotmail.fr**  
ou 06 87 30 31 69 (de préférence par SMS).

.....

### à Jussieu, Paris

Cette vigie vise à toucher en majorité des jeunes et des étudiants.

Les prochaines vigies auront lieu de 16h30 à 18h30 les jeudi : **11 avril et 9 mai.**

Les personnes qui souhaitent participer sont invitées à prendre contact avec :

**thierry.duvernoy1963@hotmail.fr**  
ou 06 87 30 31 69 (de préférence par SMS).

.....

### à Bordeaux

Une nouvelle vigie a démarré devant le quartier général de la région militaire, 29 rue Vital Cartes, à l'initiative du collectif Tchernobylé. Prochaines vigies : mercredi **17 avril** ; mercredi **15 mai** et mercredi **19 juin** de 17h à 19h.

Les personnes qui souhaitent participer sont invitées à prendre contact avec :

**mimosagironde@gmail.com**  
ou 06 62 63 94 60 (de préférence par SMS).

POUR EN SAVOIR PLUS :  
[www.abolitiondesarmesnucleaires.org](http://www.abolitiondesarmesnucleaires.org)

**Abolition** est la lettre d'information gratuite publiée par l'association « Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance », née de la fusion en 2016 de la Maison de Vigilance et du collectif Armes nucléaires STOP.

Pour la recevoir, envoyer une demande à : [abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr](mailto:abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr) ou par courrier : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

**Soutien financier par chèque ou virement, IBAN : FR76 4255 9000 6941 0200 3405 334**

Directrice de publication : Catherine Pavlovsky • ISSN 2554-3407 • Mise en page et impression par nos soins • Dépôt légal à parution • avril 2019